

REGARD EUROPÉEN

Défense européenne : le tournant de Strasbourg

Jacques Chirac

Lord Robertson of Port Ellen

Hans-Christian Krüger - Theodossis Georgiou

Catherine Trautmann - Jean-Antoine Giansily

Guido Podestà - Bernardino Gomes

Asta Skaisgirytė - Emilio Colombo

Alexandre Herlea - François Lamoureux

Robert Hunter - Dimitrios Apostolakis

Vygaudas Usackas - Philippe Morillon

Joseph Daul - Peter Daniel

Général Wesley Clark



Numéro spécial consacré au cinquantième
anniversaire de l'Alliance Atlantique

*Publié avec le concours de la DG1
de la Commission Européenne*



Sommaire

Défense européenne : le tournant de Strasbourg

■ Jacques Chirac : <i>Une Europe responsable dans une Alliance Atlantique renouvelée</i>	6
<i>A responsible Europe within a renovated Atlantic Alliance</i>	11
■ Lord Robertson of Port Ellen : <i>L'indispensable Alliance</i>	16
<i>The indispensable Alliance</i>	21
■ Theodossis Georgiou : <i>La nouvelle Alliance</i>	25
<i>The new Alliance</i>	28
■ Catherine Trautmann : <i>Garantir la paix en Europe</i>	31
<i>Guaranteeing peace in Europe</i>	33
■ Guido Podestà : <i>L'Otan et l'Union Européenne main dans la main</i>	35
<i>Nato and the European Union, hand in hand</i>	37
■ Bernardino Gomes : <i>Une Europe de paix et de prospérité</i>	39
<i>An Europe of peace and prosperity</i>	43
■ Asta Skaisgiryte : <i>La Lituanie attirée par l'Ouest</i>	46
<i>Lithuania attracted by the West</i>	48
■ Emilio Colombo : <i>Le Nouvel Agenda Transatlantique</i>	50
<i>The new Transatlantic Agenda</i>	54
■ Alexandre Herlea : <i>Roumanie : Le retour dans la famille européenne</i>	57
<i>Romania : Return to the european family</i>	61
■ La création d'EADS : Une contribution significative à la mise en place	
<i>de l'identité de sécurité et de défense européenne</i>	65
The creation of EADS : A substantial contribution to the European Security	
and Defence Identity (ESDI)	72
■ Hans-Christian Krüger : <i>La mission du Conseil de l'Europe</i>	77
<i>The mission of the European Council</i>	79
■ François Lamoureux : <i>Le prix du double élargissement</i>	81
<i>The price of the double enlargement</i>	85
■ Robert Hunter : <i>La globalité de l'OTAN</i>	88
<i>The globality of NATO</i>	92
■ Dimitrios Apostolakis : <i>OTAN, Union Européenne : le double élargissement</i>	96
<i>NATO, the european Union : the double enlargement</i>	101
■ Vygaudas Usackas : <i>La volonté lituanienne</i>	105
<i>Lithuania is ready</i>	108
■ Philippe Morillon : <i>Notre expérience en Bosnie</i>	111
<i>Our experience in Bosnia</i>	116
■ Joseph Daul : <i>Les perspectives agricoles de l'Union Européenne</i>	121
<i>Agriculture perspectives in the european Union</i>	127
■ Peter Daniel : <i>Repenser la communication</i>	132
<i>Rethinking the NATO Office of press and information</i>	135
■ Général Wesley K. Clark : <i>Notre confiance en l'avenir</i>	138
<i>Our confidence in the future</i>	140
■ Notes de lecture :	141

La rencontre de Strasbourg

■ Reportage photographique

64

ÉDITORIAL



Ce numéro 12 de *Regard Européen* paraît avec plusieurs mois de retard en raison de la décision prise, par le Comité de rédaction, de consacrer une large part de notre publication à la 45^e Assemblée générale de l'Association du Traité Atlantique (ATA) organisée à Strasbourg pour le cinquantenaire de l'OTAN. Le numéro 13 y sera également entièrement consacré.

L'importance de cette manifestation a permis en effet, à quelques mois du millénaire, de faire un point exhaustif quant à l'évolution de la mise en œuvre du Titre V du Traité de l'Union Européenne. Dans la suite logique de l'euro, il s'agit désormais de donner aux Européens les moyens de se défendre, même si les Américains ne sont pas en mesure d'intervenir.

Le présent numéro, entièrement bilingue, dresse, à travers les discours de 19 orateurs, le décor de ce qui va être l'objet de tous les soins de la construction européenne au début du 21^e siècle.

Pour expliquer la cohérence du projet des Européens, l'Aérospatiale qui avait contracté quelques jours auparavant dans la même ville de Strasbourg un accord considérable avec DASA, donne l'économie et l'architecture de ce projet à travers un publi-reportage.

Le numéro 13, à paraître en mars, permettra de publier les débats de la semaine du 19 au 23 octobre ainsi que la synthèse des travaux du Comité Gutenberg qui a réuni 160 jeunes Européens autour de l'Assemblée générale de l'ATA.

Au nom de la rédaction et des collaborateurs de *Regard Européen*, je vous présente mes vœux les plus sincères pour l'an 2000 avec le souhait que la qualité de notre revue comblera vos vœux de lecteurs.

Jean-Antoine Giansily

EDITORIAL

The appearance of No. 12 of *Regard Européen* several months later than normal is due to fact that we had decided to devote a large part of this issue to the 45th General Assembly of the Atlantic Treaty Association (ATA) held in Strasbourg in October for the 50th anniversary of NATO. Similarly, the whole of issue No. 13 will be covering the Assembly.

The scope of the event was indeed such as to provide the opportunity for an exhaustive review of the implementation of Article 5 of the European Union Treaty. Following the introduction of the Euro as the common currency, logic has it that Europeans should give themselves the means to pursue their own defence interests - and means which may be implemented even if our American friends do not participate.

This issue, through the addresses - published here in both French and English - of the 19 speakers at the Assembly, sets out the context of the major concerns of European construction at the start of the 21st century.

Also, reprinted is a paper produced by Aérospatiale Matra on the creation of the European Aeronautic Defence and Space company (EADS) by the merger with Daimler Chrysler Aerospace; the merger had been signed a few days earlier in this very same city of Strasbourg. The paper explains the economics and architecture of this important project.

Issue No. 13 of *Regard*, due out in March, will cover the debates of the week of 19 to 23 October as well as the work of the Gutenberg Committee which gathered 160 young Europeans together at this General Assembly of the ATA.

On behalf of the *Regard Européen* team, I offer you every good wish for the year 2000, and I very much hope that, as readers, you will find in our Review both interest and quality.

Jean-Antoine Giansily

Regard Européen

REGARD EUROPÉEN, trimestriel
Editions LETIZIA
75, rue de Lourmel, 75015 Paris
Tél : 01 47 27 22 54 - Fax : 01 47 27 22 58

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Lydie OUDINET-GIANSILY
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Brigitte GORRE

DIRECTEUR DES RELATIONS INTERNATIONALES : Jean-Antoine GIANSILY
RELATIONS PUBLIQUES : Isabelle JACQUEMART

COMITÉ DE RÉDACTION

Gérard BRAMOULLÉ, *Professeur à l'Université d'Aix-Marseille III*
François-Georges DREYFUS, *Professeur à la Sorbonne*
Jean-Antoine GIANSILY, *Député au Parlement européen*
Jean-Louis HAROUEL, *Professeur à l'Université Panthéon-Assas*
Joseph HUDAULT, *Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne*
Alexis KUMMETAT, *Secrétaire général de l'AFCA*
Pascal LOROT, *Directeur de la Revue Française de Géographie*
Jean-Pierre OLSEM, *Professeur à l'Université de Franche-Comté*

CORRESPONDANTS ÉTRANGERS

Allemagne : Karl-Heinz BENDER, *Professeur à l'Université de Trèves*
Italie : Angelo PETRONI, *Professeur à l'Université de Bologne*
Liban : Majed-Eddy ABILLAMA, *Professeur à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth*
Portugal : Raoul Miguel ROSADO-FERNANDEZ, *ancien Recteur de l'Université de Lisbonne*
Roumanie : Alexandre HERLEA, *Ancien Ministre du gouvernement roumain.*
Professeur à l'Université de Belfort
Togo : Ouattara Fambare NATCHABA, *Professeur à la Faculté de Droit de l'Université du Bénin-Lomé*
Turquie : Davut GENÇ, *ancien Directeur de la Banque du Bosphore*

REGARD EUROPÉEN est publié par les Editions LETIZIA
SARL de presse au capital de 50 000 FF.
RCS Paris B 410 127 757
Gérante : Lydie OUDINET-GIANSILY
Principal associé : Jean-Antoine GIANSILY
Avec la collaboration de "Regard Régional"
127, avenue Jean-Baptiste Clément - 92100 Boulogne

CPPAP : 77493 - ISSN : 1278-4141 - Dépôt légal à parution
Réalisation et impression : Eurographic : 32, rue des Annelets - 75019 Paris - 01 42 02 09 38
Abonnement : un an (4 numéros) : 300 FF (46 euros) - Prix au numéro : 95 FF (14,5 euros)

ROUMANIE : LE RETOUR DANS LA FAMILLE EUROPÉENNE

Alexandre Herlea



Permettez-moi, pour commencer, de donner lecture de la lettre que le Président de la Roumanie, le professeur Constantinescu, a adressée à Jean-Antoine Giansily, dans laquelle il exprime son grand regret de ne pas pouvoir être parmi nous.

"Cher Monsieur Giansily,

J'ai reçu avec grand plaisir votre invitation à participer à la 45^e Assemblée générale annuelle de l'Association du Traité de l'Atlantique et à m'adresser à cette Assemblée. La Roumanie accorde une importance majeure à l'évolution de l'OTAN au début du troisième millénaire, en ayant la conviction que l'Alliance de l'Atlantique Nord reste le pilier principal de la nouvelle architecture de sécurité en Europe. L'adhésion aux valeurs promues par l'Alliance représente la base de la détermination ferme de mon pays d'intégrer l'OTAN.

Je regrette profondément de me trouver dans l'impossibilité de répondre à votre très aimable invitation, vu mon agenda extrêmement chargé.

Étant persuadé que la réunion de Strasbourg sera un grand succès, je vous prie d'accepter, cher Monsieur Giansily, l'expression de mes sentiments les plus distingués."

Le Président roumain a souhaité que la Roumanie soit représentée à cette réunion par un membre du Gouvernement pour bien marquer toute l'importance qu'elle accorde à cette 45^e Assemblée générale de l'Association

du Traité Atlantique. Celle-ci représente un moment important pour mon pays qui a engagé des efforts importants pour intégrer l'OTAN et, plus largement, pour intégrer également l'Union Européenne. Ceci représente le retour de la Roumanie dans la famille des pays occidentaux avec lesquels elle partage désormais les mêmes valeurs.

DOUBLE ÉLARGISSEMENT

L'Union Européenne comme l'OTAN se trouvent engagés dans un important processus évolutif dont l'élargissement représente un aspect essentiel. Les débats concernant ces évolutions, où le rôle de l'Europe dans l'Alliance Atlantique est un des aspects clefs, sont d'une importance majeure. La Roumanie en est pleinement consciente et considère de son devoir d'y participer activement. C'est d'ailleurs le devoir de tout pays candidat à l'intégration dans l'Union Européenne ou l'OTAN.

Si l'Agenda 2000 et le Traité d'Amsterdam ont déjà défini les axes de l'évolution de l'Union Européenne, l'avenir de l'OTAN et de son rôle dans le monde reste encore largement à débattre. Nous nous trouvons face à un véritable défi qui concerne tous ses membres, présents ou futurs. Dans ce contexte, les liens entre l'élargissement de l'OTAN, d'une part, et celui de l'Union Européenne, d'autre part, revêtent une grande importance. C'est pour cela que dans cette brève intervention, je mettrai l'accent sur ce double élargissement.

Permettez-moi de rappeler quelques faits significatifs accomplis cette année. L'OTAN a été élargi avec la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque ; les aspects financiers de l'Agenda 2000 ont trouvé une solution lors du Sommet extraordinaire de Berlin ; le Sommet de Cologne s'est penché sur la définition du pacte de stabilité qui porte sur des pays qui ne sont pas encore candidats à l'intégration dans l'UE ou l'OTAN mais qui font partie de l'Europe et qui ont vocation de devenir un jour membre de la famille des pays démocratiques ; la Commission vient de proposer, il y a quelques jours, de commencer les négociations avec tous les pays candidats, remettant ainsi sur les rails la stratégie de l'élargissement de l'Union Européenne appelée "Regata". Je suis persuadé qu'au Sommet d'Helsinki de la fin de cette année, cette stratégie basée sur les grandes valeurs européennes de justice et de solidarité sera entérinée. La dimension politique trouvera ainsi désormais sa vraie place.

LE RÉVÉLATEUR BALKANIQUE

Permettez-moi de souligner que la Roumanie, qui est candidate à rejoindre autant l'Union Européenne que l'OTAN, considère cette dernière comme beaucoup plus qu'une communauté de défense et l'Union Européenne comme beaucoup plus qu'une communauté économique. Ces deux communautés se fondent sur les mêmes grandes valeurs que sont la paix, la liberté, la sécurité, la démocratie, la justice, la solidarité. Les critères définis pour être admis dans l'un et dans l'autre sont en grande partie identiques. Dans les deux cas, il faut respecter la démocratie et l'état de droit, les droits de l'homme et des minorités, promouvoir des relations de bon voisinage afin d'assurer la paix, construire une économie de marché fonctionnelle, conditions indispensables de la prospérité et, bien sûr aussi, de la stabilité. A ces critères s'ajoutent, pour chacune de ces communautés, des critères spécifiques tels que celui portant sur l'absorption de l'acquis communautaire pour l'Union Européenne ou l'interopérabilité des armées pour l'OTAN.

La Roumanie s'est engagée avec fermeté dans le processus de défense des valeurs occidentales, y compris au niveau militaire. Sa par-

ticipation au Partenariat pour la Paix donne une nouvelle dimension à cet engagement. Ceci a été particulièrement évident lors de la crise des Balkans sur laquelle je souhaite m'attarder. Cette crise a montré que justice, liberté et stabilité sont des concepts indivisibles. L'Union Européenne et l'OTAN sont responsables de la mise en œuvre de ces valeurs.

Pendant la crise du Kosovo, la Roumanie a prouvé qu'elle a non seulement la volonté politique de contribuer à promouvoir ces valeurs, mais aussi les capacités réelles de le faire. **Ainsi la Roumanie a été, à cette occasion, de facto, un membre de l'OTAN et de l'Union Européenne.** Croyez bien que nous en sommes très fiers.

Mais je dois souligner un autre élément : la Roumanie considère que **la manière la plus prometteuse d'approfondir la sécurité en Europe est de promouvoir le partenariat entre Européens et Américains**, en renforçant aussi bien l'OTAN que l'Union Européenne.

L'Alliance Nord-Atlantique et la présence américaine en Europe sont indissociables. Le rôle de l'Amérique dans le monde est lié à une Europe forte, stable et prospère qui soit capable d'agir. La Roumanie estime aussi que l'Europe doit renforcer sa participation à l'Alliance. Nous sommes intimement convaincus **qu'une Europe élargie pourra mieux assumer des responsabilités plus étendues.**

Le nouveau consensus stratégique qui a trouvé ses marques, de l'avis de la Roumanie, doit prévoir une coopération ouverte et souple avec les pays tiers, en particulier avec la Russie, dans le cadre d'une vigilance accrue. La Roumanie est bien placée pour en parler. Il va sans dire que cette approche devra promouvoir tous les objectifs de l'Alliance Atlantique et de l'Union Européenne, y compris, bien entendu, leur élargissement.

DIMENSION MORALE

La Roumanie est un pays européen tant par sa culture et son histoire que, j'en suis convaincu, par son devenir. Par conséquent, l'appartenance de la Roumanie à l'Union Européenne et à l'OTAN est naturelle et nécessaire. L'élargissement de ces deux

communautés aux pays de l'Europe du Centre et de l'Est représente, après un demi-siècle de séparation forcée, une évolution dont la dimension morale est évidente. Les souffrances des peuples qui ont vécu derrière le rideau de fer ne peuvent et ne doivent pas être ignorées ou oubliées.

La participation de la Roumanie à ce processus historique d'élargissement tient à ses aspirations profondes et légitimes de revenir dans la famille dont elle fut arrachée par l'occupation soviétique et le régime communiste. Cette volonté d'intégration repose sur l'adhésion sincère au système de valeurs qui définissent ces communautés et sur sa détermination à remplir les critères d'adhésion, tels qu'ils ont été définis à Copenhague et Madrid pour l'Union Européenne ou les exigences de l'intégration dans l'OTAN, telle l'interopérabilité des armées à côté des critères politiques ou économiques. Dès 1997, le Conseil européen de Luxembourg a reconnu la vocation européenne de tous les pays candidats dont la Roumanie, basée sur sa décision d'assumer les conséquences découlant de cette adhésion. Quant à l'intégration dans l'OTAN, je souhaite souligner qu'il s'agit d'une décision plus clairement politique, où le critère économique joue un rôle moindre et qui doit être prise, la Roumanie l'espère, dans un avenir très proche, dans l'intérêt de toutes les parties.

LES CRITÈRES DE L'INTÉGRATION

Par ailleurs, la Roumanie est consciente de l'importance de sa position dans le sud-est de l'Europe et veut et peut jouer un rôle actif dans le maintien de la stabilité dans cette partie du continent. Elle considère que la coopération régionale est un des principaux moyens d'atteindre les conditions préalables à l'adhésion autant dans l'OTAN que dans l'Union Européenne. **La Roumanie entend également jouer un rôle très actif face aux nouveaux défis auxquels l'Europe est confrontée dans le domaine de la sécurité**, de la lutte contre le crime organisé, le trafic de drogue, le blanchiment de l'argent.

Je voudrais souligner, comme l'a fait déjà la Commission dans ses rapports de novembre 1998 et d'octobre 1999, que la

Roumanie remplit le critère politique. Cela est d'une extrême importance car ce critère est désormais prééminent : on peut désormais considérer que tous les pays candidats le respectent. La Roumanie ne relâche pas ses efforts et continue à améliorer ses performances dans le domaine du critère politique. Je ferai référence à un seul aspect : la manière dont la Roumanie a su résoudre le problème des minorités nationales, notamment de la plus importante, la minorité hongroise. D'ailleurs, cette dernière s'est battue d'une manière courageuse pour que la démocratie s'impose en Roumanie et nous sommes très fiers de cette collaboration qui se traduit aussi par la présence de cette minorité dans toute l'administration roumaine, y compris dans le Gouvernement. D'ailleurs, les relations entre la Hongrie et la Roumanie se sont développées d'une manière heureuse et je crois que ce qui s'est passé au lendemain de la guerre dans les relations franco-allemandes s'est passé tout récemment dans l'Est de l'Europe, dans les relations roumano-hongroises.

Un mot aussi du **critère économique** qui constitue malheureusement le point faible de la Roumanie. Les difficultés rencontrées dans ce domaine sont liées, entre autres, au fait que la Roumanie vient de très loin ; aucun pays candidat n'a connu le régime d'isolement total qu'elle a vécu à l'époque des années 70 et 80 et auparavant, dans les années 50, avec une élimination aussi radicale de ses élites. Malgré cela, le pays réussit à réaliser des progrès. Les récents mémorandums et conventions signés avec les institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire, prennent en compte nos réformes économiques (privatisations et réformes structurelles) et jettent les bases d'une évolution dans le sens de la stabilisation macro-économique ; elles sont porteuses d'espoir. La Roumanie sait que, sans une base économique solide, stable, saine, évoluant avec détermination vers une économie de marché fonctionnelle capable de faire face à la concurrence du marché unique, elle ne pourra pas devenir membre de l'Union Européenne ni dégager efficacement les ressources budgétaires exigées par la modernisation de son armée obligatoire pour l'intégration dans l'OTAN. Elle entend justement agir avec fermeté pour atteindre ces buts.

La Roumanie sait que **l'absorption de l'acquis communautaire** est également une condition *sine qua non* de l'intégration dans l'Union Européenne. Elle est fière de constater que, selon la Commission, elle se trouve dans une position assez bonne dans plusieurs domaines. Il y a aussi un aspect essentiel **l'établissement d'une administration moderne, européenne**, capable de mettre en œuvre la législation harmonisée. C'est une tâche que nous considérons comme prioritaire. Un des meilleurs exemples concernant l'absorption de l'acquis communautaire et qui se rapporte au cadre de cette intervention est celui de la politique extérieure et de sécurité.

En ce qui concerne l'intégration dans l'OTAN, la Roumanie a accompli des progrès notables au niveau de l'intégration militaire,

notamment de **l'interopérabilité des armées**. La Roumanie a réussi à être un facteur de sécurité au niveau régional et, par son admission au sein de l'Union Européenne et de l'OTAN, elle sera encore en meilleure position pour renforcer ce pôle de stabilité.

Permettez-moi de répéter, pour conclure, que la Roumanie s'assigne pour la décennie à venir un but clair son intégration dans l'OTAN et dans l'Union Européenne, c'est-à-dire son retour dans la famille des pays avec lesquels elle partage les grandes valeurs dont j'ai parlé plus haut.

Alexandre Herlea est ministre de l'intégration européenne dans le gouvernement de la Roumanie.



ROMANIA : RETURN TO THE EUROPEAN FAMILY

Alexandre Herlea



I should like first to read the letter from the President of Romania, Professor Constantinescu, which he has sent to Jean-Antoine Giansily, and in which he expresses his great regret at not being able to be with us today.

"Dear Mr. Giansily,

I was very pleased to receive your invitation to participate at the 45th General Assembly of the Atlantic Treaty Association and to address the Assembly. Romania attaches great importance to the evolution of NATO at the start of the third millennium, and is convinced that the North Atlantic Alliance remains the main pillar of the new architecture of security in Europe. Adhesion to the values promoted by the Alliance is the basis of my country's firm determination to become integrated into NATO.

Because of extremely onerous existing commitments, I deeply regret not being able to take up your kind invitation. But I am convinced that the Strasbourg meeting will be a great success."

The President wanted Romania to be represented at the conference by a member of the Government as a clear sign of the great importance it attaches to this 45th General Assembly of the ATA. The Assembly is an important occasion for my country, which has made substantial efforts in regard to integration into NATO and, more broadly, integration into the European Union. It signals the return of Romania into the family of Western countries whose values it shares.

DOUBLE ENLARGEMENT

The European Union, like NATO, is engaged in an evolutive process of which enlargement is an essential aspect. The discussions concerning this evolution, where the rôle of Europe in the Atlantic Alliance is one of the key elements, are of major importance. Romania is well aware of this, and considers it as its duty to participate actively - a duty incumbent on all countries who are candidates for integration into the European Union or NATO.

If Agenda 2000 and the Treaty of Amsterdam have already set down the main lines of evolution of the European Union, the future of NATO, and its role in the world, largely remain a matter for debate still. We are faced with a veritable challenge which concerns all its members, present and future. In this context, the links between the enlargement of NATO and that of the European Union take on great importance. That is why, in this brief address, I shall put the accent on this double enlargement.

I should like to review a few of the significant achievements of this year. NATO has been enlarged to include Poland, Hungary and the Czech Republic; the financial aspects of Agenda 2000 were settled at the extraordinary Summit of Berlin; the Cologne Summit dealt with the definition of the Stability Pact concerning those countries who are not yet candidates for accession to the EU or NATO, but who are part of Europe and aspire one day to become members of the family of democratic countries; a few days ago, the Commission proposed the start of negotiations with all candi-

date countries, thus launching the strategy of European Union enlargement called "Regata". I believe that, at the Helsinki Summit at the end of this year, this strategy, based on the great European values of justice and solidarity, will be formalized. The political dimension will thus have found its proper place.

I should like to stress that Romania, which is candidate for joining both the European Union and NATO, regards the former institution as much more than an economic community and the latter as much more than a defence community. The two are founded on the same great values: peace, liberty, security, democracy, justice and solidarity. The criteria laid down for entry into both are largely identical. In both cases, the requirement is for the respect of the rule of law, human rights and rights of minorities, promotion of good-neighbour relations, with a view to ensuring peace and the building of a working market economy - indispensable conditions for prosperity and, of course, stability. To these criteria, one can add specific aspects such as the one concerning the assimilation of the "acquis communautaire" for the European Union, and the interoperability of military forces for NATO.

THE BALKAN TESTIMONY

Romania is firmly committed to the defence of Western values, and this applies also at the military level; its participation in the Partnership for Peace gives a further dimension to this commitment. It was particularly obvious during the Balkans crisis, and I should like to dwell on this a little. This crisis showed that justice, liberty and stability are indivisible concepts. The European Union and NATO are responsible for implementing these values.

During the Kosovo crisis, Romania proved that not only had she the political will to contribute in promoting these values, but also the actual capacities to do it. **Thus, it was an occasion where Romania became, de facto, a member of NATO and of the European Union.** You can well believe that it is something of which we are very proud.

But there is another element that I wish to stress: Romania considers that **the most promising way of consolidating security in**

Europe is to promote the partnership between Europeans and Americans, in strengthening both NATO and the European Union.

The North Atlantic Alliance and the American presence in Europe are indissociable. The rôle of America in the world is tied to a strong, stable and prosperous Europe which is capable of action. Romania also considers that Europe should strengthen its participation in the Alliance. It is our intimate conviction **that an enlarged Europe could better assume wider responsibilities.**

The new strategic consensus which has taken shape should, in our view, envisage an open and flexible cooperation with third countries, especially Russia, in a general context of increased vigilance. Romania is well placed to talk about this. It goes without saying that such an approach should embrace all the objectives of the Atlantic Alliance and of the European Union, including of course their enlargement.

THE MORAL DIMENSION

Romania is a European country, both through its culture and its history, and I am certain, also through its future. It follows, therefore, that membership of Romania in the European Union and in NATO is both natural and necessary.

The enlargement of these two institutions to include countries of Central and Eastern Europe, after half a century of forced separation, is an evolution with a clear moral dimension. The suffering of peoples who have lived behind the Iron Curtain cannot and should not be ignored or forgotten.

The participation of Romania in the historic process of enlargement touches on the deep and legitimate aspiration to return to the family from which it was wrenched by the Soviet occupation and the communist regime. The will for integration is backed by a genuine subscription to the system of values defined by the two institutions and by a determination to meet the accession criteria for the EU as they have been set out at Copenhagen and Madrid, and the NATO integration requirements such as the interoperability of forces. In 1997, the Luxembourg European Council recognized

the European calling of all the candidate countries among whom was Romania - which had opted to subscribe to the requirements inherent in the accession. In regard to integration into NATO, I should like to stress that this is a more obviously political decision where the economic criteria plays a lesser role and which, Romania hopes, will be taken in the near future - in the interests of all parties.

THE CRITERIA FOR INTEGRATION

Romania is aware of the importance of its situation in the South-East of Europe; it wishes to play - and can do so - an active role in maintaining stability in this part of the continent. We consider that regional cooperation is one of the principle ways of meeting the accession conditions both for NATO and for the European Union. **Romania would like also to play a very active rôle in confronting the new challenges facing Europe in the fields of security, the fight against organized crime, the drug traffic and money-laundering.**

I should like to point out, as has done the Commission already in its reports of November 1998 and October 1999, that **Romania meets the political criterion.** It is extremely important, as this criterion is henceforth the pre-eminent one. In fact, all the candidate countries now respect it. Romania will not let up on its efforts and will continue to improve its performance in regard to the political criterion - and here I wish to refer to a particular aspect: the way in which Romania has addressed the problem of national minorities, particularly the largest one, the Hungarian minority. The latter, moreover, fought courageously for democracy to be installed in Romania; we are proud of this collaboration, reflected in the fact that this minority is now represented by participation throughout the Romanian Administration and government. Also, relations between Hungary and Romania have developed in a harmonious way; I think that what happened in Franco-German relations after the war can also be seen now in Eastern Europe in Romanian-Hungarian relations.

A word also on the **economic criterion** which unfortunately is Romania's weak point. The difficulties arising in this field are linked to - among other things - the fact that Romania

has come from very far indeed. No other candidate country has had the regime of isolation experienced in Romania in the 70's and 80's and, before that, in the 50's - with such a complete elimination of its élites. Despite that, the country has succeeded in making progress. Recent memoranda and conventions signed with international financial institutions, in particular the World Bank and the IMF, take account of our economic reforms (privatizations and structural reforms) and the lay the bases of an evolution towards macro-economic stabilisation. These are hopeful signs. Romania knows that without a solid economic base, stable, healthy and evolving towards a working market economy capable of competing in the single market, it cannot become a member of the European Union or find the budgetary resources for modernization of its army which is obligatory for integration into NATO. But Romania intends to act resolutely in order to attain these goals.

Romania also knows that the **acquis communautaire** is a *sine qua non* for integration into the European Union. We are proud to note that, according to the Commission, Romania's situation in this is quite good in several fields. There is another essential aspect: **the setting up of a modern, European Administration** capable of applying harmonized legislation. It is a task to which we are giving priority. One of the best examples of the assimilation of the *acquis communautaire*, and which is relevant here, is that of external policy and security.

In regard to accession to NATO, Romania has made notable progress at the level of military integration, particularly concerning the **interoperability of forces.** Romania has succeeded in becoming a factor of security at the regional level; when it joins the European Union and NATO, Romania will be in an even better position to strengthen this zone of stability.

In conclusion, may I repeat that, for the decade to come, Romania has set itself the clear objective of integrating into NATO and the European Union - that is, a return into the family of countries with whom she shares the great values to which I have referred above.

Alexandre Herlea is Minister for European Integration in the government of Romania.